5 NOV.

STOP À L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE ! STOP À LA PÉNURIE ! EXIGEONS UN PLFSS À LA HAUTEUR DES BESOINS !

Mobilisons-nous !

Dans le secteur de la santé privée, les Objectifs de Dépenses de l'Assurance Maladie (ONDAM) et les modalités de financement du PLFSS ont des conséquences majeures :

- Ils accentuent les sous-effectifs, la charge de travail, ce qui induit la **dégradation des conditions de travail.**
- Ils bloquent les négociations salariales et les bas salaires sont rattrapés par le SMIC.
- Ils limitent les recrutements, favorise la perte d'attractivité et engendre la fuite des professionnel·le·s.
- Ils entrainent des services saturés et des fermetures de lits ou de structures.

Financement insuffisant : Une austérité organisée par des choix budgétaires !

Alors que les besoins en santé augmentent, on nous répète qu'il n'y aurait « *pas d'argent* » :

- Les travailleurs et travailleuses de la Santé et de l'Action Sociale subissent **l'explosion du coût de la vie, la perte de sens au travail et la dévalorisation des qualifications.**
- La logique marchande progresse : **concentration des activités, restructurations des organisations, externalisations au privé ou mettre globalement de la sous traitance, recherche de plus en plus accrue de la rentabilité et pression sur la masse salariale des effectifs.**
- Les patient·e·s subissent : les **délais d'attente, l'accès aux soins dégradés, le renoncement aux soins ou l'insuffisance de l'accompagnement du/de la patient·e.**

Plus de besoins, moins de moyens : Une austérité subit par les travailleur·euse·s et les patient·e· !

Tandis que les dépenses militaires ont bondi de 70 % depuis 2010, le financement de la Sécurité sociale est fragilisé par :

- **Les allégements de cotisations patronales** qui réduisent (211 milliards/an) le financement de la protection sociale (maladie, chômage, retraite).
- **Un manque à gagner pour la Sécurité sociale** qui n'est pas totalement compensées par l'État dont le financement repose davantage sur les recettes fiscales (TVA...).
- **Un recours à l'impôt** (notamment CSG) qui fait contribuer d'avantage les salarié·e·s et les retraité·e·s, au lieu de faire reposer la contribution sur les cotisations du travail.

L'argent de la protection sociale doit servir à répondre aux besoins, pas à engraisser les actionnaires, ni à financer la guerre !



LE 5 NOVEMBRE

TOUS ET TOUTES MOBILISÉ·E·S POUR :

- Rompre avec l'austérité et la logique marchande !
- Des emplois et des salaires à la hauteur de nos qualifications !
- Une Sécurité sociale financée à la hauteur des besoins !

Fédération CGT Santé et Action Sociale - 10/2026 Ne pas jeter sur la voie publique.

Fédération de la Santé et de l'Action Sociale - Case 538 - 263 rue de Paris 93515 Montreuil CEDEX - revendic@sante.cgt.fr - Tel : 01.55.82.87.88